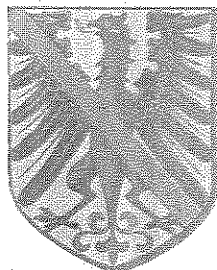


VILLE  
DE

6140 FONTAINE-L'ÉVÊQUE



Séance du 24 octobre 2013 - séance publique

**PRESENTS:** N. VAN KERCKHOVEN – Président-Bourgmestre – (PS)  
M. MINNEBOO, G. GALLUZZO, G. AUGELLO, Ph. D'HOLLANDER, V. LEJEUNE – Echevins (PS)  
A. LAMARCA (PS), Ph. SEGGIN (cdH-MR), E. CORRIAT (Vous+), A. TURCHET (cdH-MR),  
Ph. GUSTOT (Vous+), B. OSSELAER (cdH-MR), Th. COISTRY (cdH-MR),  
Fr. RUELLE (PS), S. VERSTRICHT (PS), N. MAGHE (PS), P. BAILLY (PS), S. MENGONI (PS),  
C. DUBUSY (PS), Ch. BRUYERE (Vous+), C. MOULIN (PS) – Conseillers  
L. BOULANGER – secrétaire  
**EXCUSES:** M. SICILIANO (Vous+) sort au point 3.5 jusqu'à la fin, A. DURIEUX (cdH-MR),  
M. GLINNE (Vous+), M. DEGUIDE (cdH-MR)

**Point n°3.4.14 : Panneaux directionnels**

**Le Conseil communal,**

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation arrêté par le Gouvernement wallon, le 22 avril 2004, notamment les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2, L1331-1, L3321-1 à L3321-12, L3131-1 et L3132-1 ;

Vu les circulaires relatives à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les revenus 1992 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Considérant que l'incidence financière, pour la période 2014 à 2019, pour ce règlement est inférieure à 22 000 € ;

Considérant que le Directeur financier n'a pas fait usage de son droit d'initiative et n'a donc pas formulé d'avis conformément à l'article L1124-40 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Ville de Fontaine-l'Évêque instaure la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers lui permettant d'assurer un équilibre budgétaire et ainsi assurer ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

À l'unanimité des membres présents ;

ARRETE :

**Article 1 :** Il est établi, pour les exercices de 2014 à 2019, un impôt communal annuel sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale.

Sont visés les signaux de direction permanents existants au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Art. 2 :** L'impôt est dû par l'entreprise à l'initiative de laquelle le signal a été placé, si elle est une personne morale, ou par son exploitant, dans le cas contraire.

**Art. 3 :** L'impôt est fixé comme suit : **25,00 € (vingt-cinq Euros)** par signal installé.

**Art. 4 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Art. 5 :** L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars suivant l'exercice d'imposition, les éléments à la taxation.

**Art. 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Art. 7 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la loi du 15 mars 1999 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ; et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Art. 8 :** Le présent règlement ne pourra être mis à exécution qu'après avoir été soumis à la tutelle spéciale d'approbation. Il entrera donc en vigueur après l'accomplissement des formalités de transmission et de sa publication.

En séance à Fontaine-l'Évêque, date que dessus.

PAR LE CONSEIL :

La Secrétaire,  
(s) L. BOULANGER

La Directrice générale f.f.

L. BOULANGER  
Fontaine-l'Évêque



Pour extrait conforme :

Le Président,  
(s) N. VAN KERCKHOVEN

Le Bourgmestre,

N. VAN KERCKHOVEN

panneaux directionnels